PROFIL DE POSTE

Informations préliminaires sur le poste	
Intitulé du poste	**RESPONSABLE SUIVI ET EVALUATION**
Rattachement hiérarchique	**CHEF DE MISSION ADJOINT AUX PROGRAMMES**
Pays / ville d'affectation	**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE/BANGUI**
Creation/Remplacement	Remplacement
Arrivée souhaitée	Décembre 2019
Durée de mission	6 mois

Informations générales sur la mission

Contexte

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'Association mène environ 200 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 6 millions de personnes dans 22 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Depuis mars 2013 et la prise du pouvoir par l'ex coalition de groupes armés « Séléka », la Centrafrique traverse une crise politico-militaire très importante entrainant conflit armé et exactions intercommunautaires. L'un des principaux problèmes du pays reste la présence très importante de groupes armés contrôlant ou évoluant sur certaines parties du territoire. Malgré la présence de forces internationales (MINSUCA, Sangaris jusqu'à la fin de l'année 2016), la sécurisation effective du territoire est loin d'être une réalité. Les divisions sociétales, la violence des groupes armés toujours persistante, et l'appauvrissement des populations comme causes directes des conflits politiques et militaires font ainsi de la RCA l'un des pays les plus pauvres du monde, figurant à la 188e place du classement basé sur l'Indice de Développement Humain sur 189 pays.

Au plan politique, l'année 2016 a laissé entrevoir une amorce de transition avec l'arrivée au pouvoir d'un président nouvellement élu et la volonté du nouveau gouvernement de mettre fin aux combats et de proposer un plan de DDR de grande envergure. Cet espoir de sortie de crise reste cependant très fragile, au vu des difficultés dans les négociations avec les groupes armés et l'instabilité chronique qui persiste dans de nombreuses zones.

Cette crise politico-sécuritaire a eu des impacts humanitaires et sécuritaires conséquents, entraînant des déplacements massifs de communautés à l'intérieur du pays ainsi que des mouvements de réfugiés dans les pays frontaliers. Selon le plan de réponse humanitaire 2017-2019, la totalité de la population (4,6 millions de personnes, dont 50% sont des enfants) a été victime de l'une des crises, qui se sont succédé ces dernières années. Plus de la moitié de la population (2,4 millions de personnes) a besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Près d'une personne sur deux (48% de la population) se trouve dans une situation d'insécurité alimentaire. En juin 2018, le pays comptait également 557 723 déplacés internes et réfugiés, du fait des conflits armés, des pillages, des violations des droits humains et de la perte de leurs moyens de subsistance. Aujourd'hui, l'Etat centrafricain peine toujours à se relever.

Les services sociaux de base sont dysfonctionnels ou inexistants dans de nombreuses zones. 31% des formations sanitaires ne sont pas fonctionnelles en raison de manque d'équipements, de personnels et de médicaments. Les enfants, notamment dans les zones rurales, ont perdu plus de 2 ans de scolarité.

Les indicateurs de développement sanitaires de la République Centrafricaine sont alarmants, avec notamment un taux de mortalité infanto-juvénile à 129 pour 1000, taux supérieur aux indicateurs de la région Afrique définis par l'OMS (119). Les principales causes de décès chez les enfants de moins de 5 ans sont respectivement le paludisme, les infections respiratoires aigües (IRA) et la diarrhée. Par ailleurs, le système national de santé s'est effondré, en raison des violences

généralisées, de la destruction des infrastructures publiques et des pillages. Les organisations humanitaires sur le terrain aident à fournir des services de base, mais la situation générale reste alarmante, moins de la moitié des Centrafricains ayant effectivement accès aux soins de santé. Malgré l'aide, le système de santé reste fragile avec 347 (contre 124 en 2014) des structures de santés partiellement ou totalement détruites sur les 1 008 existantes en République Centrafricaine, soit 34% d'entre elles . En outre, 43% des personnels de santé sont des infirmiers secouristes sans aucune formation appropriée. Les plateaux techniques des Formations sanitaires (FOSA) et des hôpitaux restent insuffisants. Le système de santé est inexistant dans certaines zones, du fait de la fuite du personnel qualifié pendant la crise (de nombreuses FOSA sont gérées par des secouristes, surtout en zone rurale). La crise a entraîné une rupture d'approvisionnement en médicaments dans certaines zones et la dégradation des infrastructures.

Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays

Le nombre de réfugiés et de déplacés internes ne cessent de croitre à mesure que la situation se dégrade. Selon l'UNHCR, en juillet 2018, 608 028 personnes ont fui la République Centrafricaine pour se réfugier dans des pays voisins (contre 464 176 en mars 2017) et le pays compte 688 000 déplacés internes (contre 401 072 en mars 2017). La tendance, notamment au Cameroun où résident 261 254 réfugiés centrafricains (juillet 2018), ne semble pas au retour. En effet, celle-ci semble étroitement liée à la situation sécuritaire et à l'incapacité de l'Etat à mettre en place un réel processus inclusif de DDR afin d'instaurer un climat sécuritaire stable. Face à ce constat, la mission de PUI dans sa stratégie opérationnelle de 2017 est de continuer de répondre aux besoins immédiats de la population en collaborant avec les autorités centrafricaines tout en intégrant une dimension sur la cohésion sociale afin de favoriser le dialogue intercommunautaire. La stratégie vise également à améliorer les conditions de base afin de permettre le retour des populations déplacées dans les régions où cela est possible.

Toutefois, si le retour de personnes déplacées peut être envisagé dans certaines localités du pays et que le contexte politique peut laisser présager une accalmie globale, les tensions dans certaines zones restent vivaces. C'est le cas dans certains quartiers de Bangui, comme le 3ème arrondissement, situation qui ralenti voire stoppe les dynamiques de retour. Il est donc important que PUI en tant qu'acteur d'urgence maintienne une réponse aux besoins humanitaires des communautés déplacées et hôtes impactées par des crises sporadiques et ciblées.

La crise en RCA qui perdure depuis 2013 a mis en exergue de nombreux problèmes structurels qui impactaient le pays depuis plusieurs décennies. Aussi, afin de permettre la résilience des populations, PUI dans sa stratégie opérationnelle de 2017 souhaite s'engager sur différents fronts attenant aux problématiques structurels qui frappent le pays. Un appui au système de santé national est donc apporté de même que le développement de la production agricole mais également des activités en sécurité alimentaire, en nutrition en Wash, en reconstruction d'abris, en nutrition ainsi que le stockage logistique inter-organisations. Ainsi, l'objectif de PUI est d'apporter une réponse qui soit la plus holistique possible et qui corresponde aux besoins humanitaires et à la visée stratégique de l'ONG par son approche intégrée.

Historique de la mission et programmes en cours

Première Urgence Internationale est présente depuis 2007 en RCA. Avant la fusion de 2011, Première Urgence et Aide Médicale Internationale étaient toutes deux présentes dans le pays. Depuis 2011, la mission dispose d'un bureau de coordination en capitale – Bangui – et est intervenue depuis quatre bases : Paoua dans le Nord-ouest, Ndélé dans le Nord-est, Bangassou/Rafaï dans le Sud-est et Berbérati dans le Sud-ouest, en apportant une assistance en distribution de vivres, appui en sécurité alimentaire, et renforcement du système de santé. Au fil des années, les bases de Berbérati et de Paoua ainsi que celles situées dans le Sud-est ont été fermées pour déplacer les activités de l'ONG afin de suivre le déplacement géographique des besoins humanitaires ou pour des raisons, malheureusement, de sécurité des zones d'intervention (Paoua).

L'année 2017 marque pour PUI une année importante dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran (Ndele). En effet, après le retrait officiel de MSF-E en février 2017, PUI en étant le seul acteur présent dans le secteur de la santé, a assuré la reprise de l'entiéreté des services de soins de l'hôpital préfectoral à Ndélé, avec le soutien financier de EuropAid (Fonds fiduciaire de l'Union Européenne, Fonds Bêkou). Cette couverture complète des besoins sanitaires dans la Bamingui-Bangoran se complète également avec le soutien des 4 FOSAs qui étaient soutenues par MSF-E, PUI couvrant 21 FOSAs dans la préfecture. Un nouveau projet de relance agropastorale est en cours de développement dans la région et la phase III du projet de santé se poursuit en 2019. En 2018, PUI a clos sa base dans la région de Berbérati, mettant fin à ses activités en sécurité alimentaire et en relance agropastorale dans la préfecture de Mambéré-Kadeï. Enfin, à Bangui PUI mène différentes activités de logistique à destination des ONG internationales afin d'améliorer l'efficacité et la rapidité de la réponse humanitaire, en particulier dans le domaine de la santé.

La République Centrafricaine fait face à une crise politico-militaire depuis 2013 qui a progressivement installé une atmosphère d'instabilité et de violence générale. Le personnel et les biens humanitaires sont souvent la cible d'attaques dans l'ensemble du pays. Ainsi, au cours de l'année 2018, 396 incidents ont été répertoriés affectant directement soit le personnel soit les biens humanitaires, avec donc une hausse de 175.% par rapport à l'année 2017. 17 bases ou entrepôts d'organisations ont été pillés et quelques 30 véhicules d'ONG ont été volés. 7 incidents ont eu lieu dans la région de Ndélé, 30 à Bangui. Cette insécurité a contraint certaines ONG à suspendre leurs activités.

PUI mène aujourd'hui trois projets à Bangui, deux consacrés à la logistique et un projet de santé nutrition.

Ce dernier financé par le Fonds Bêkou est la phase III du projet d'assistance médico-nutritionnelle et de renforcement du système de santé qui se poursuit jusqu'en juin 2020. Le projet a pour objectif de contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité des populations ciblées grâce à la fourniture des services de santé de base à la population qui représente 724 306 personnes, tout en mettant en place un transfert progressif des compétences et des moyens aux structures nationales.

OFDA (Office of U.S. For Foreign Disaster Assistance) finance un projet de soutien logistique par le renforcement des capacités de stockage afin de faciliter et d'améliorer l'efficacité et la rapidité de la réponse humanitaire. Ce projet de gestion d'entrepôt est à destination des organisations humanitaires et vient compléter un recouvrement partiel des coûts de la part des humanitaires.

Le PNUD quant à lui finance un projet d'amélioration de la réponse humanitaire en santé et en nutrition par la création d'une plateforme de stockage dédiée en République Centrafricaine. Le projet est à destination de huit ONG et se poursuit jusqu'en août 2019.A Berberati, et plus particulièrement dans la préfecture de la Mambéré Kadéi, PUI mène des activités des activités de relance agricole (maraîchères, vivrières et d'élevage) et de relance économique (Cash For Work, Activités Génératrices de Revenus).

Aujourd'hui, et avec le retrait de MSF-E de la préfecture, PUI devient l'unique acteur humanitaire en santé dans la Bamingui-Bangoran. PUI assure la reprise de l'hôpital préfectoral à Ndélé (qui était géré à 90% par MSF-E) et donc de tous les services de soins de l'hôpital. Le projet de poursuite des activités des MSF-E, soutenu par le Fonds Bêkou, continue en 2019 et ce jusqu'en 2020, ce qui correspond à la phase 3 du projet. PUI est désormais en charge de 21 FOSAs dans la Bamingui-Bangoran, ainsi que de l'hôpital de Ndélé, soit la globalité des structures de santé de la préfecture.

Un projet de relance agropastorale est également en cours depuis 2019, financé par le Fonds Bêkou également. Ce projet, en consortium avec DRC (lead), Triangle, et ACF pour une durée de 24 mois devrait couvrir l'ensemble des prefectures du Nord de la RCA (Préfectures de l'Ouham, l'Ouham Pendé, la Bamingui Bangoran et la Vagaka). Le projet a pour but de renforcer la résilience rurale et appuyer le relèvement des producteurs et des filières agropastorales porteuses par le renforcement des capacités locales et la création d'emplois. Ce projet comprend comprend aussi une mitigation des tensions et de l'insécurité liées aux transhumances grâce à une sensibilisation et un meilleur accès à des mécanismes locaux de résolution pacifique des conflits.

Enfin deux autre projet sont en cours d'implémentation à Ndélé, avec le bailleur de fonds UNICEF, qui finance un projet ayant pour but de réduire le taux de la morbidité et de la mortalité due à la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5ans dans la région et un 2ème avec le CIAA sur un projet de relance agricole complémentaire au projet actuellement en cours avec DRC

Configuration de la mission

BUDGET PREVISIONNEL 2020	8,000,000 euros
BASES	3 (Base opérationnelle Bangui + Coordination, Ndélé)
NOMBRE D'EXPATRIES	25
NOMBRE D'EMPLOYES NATIONAUX	200
NOMBRE DE PROJETS EN COURS	9 projets
PRINCIPAUX PARTENAIRES	Fonds Bekou, OFDA, CHF, CIAA, UNICEF
SECTEURS D'ACTIVITES	Moyen d'existence, Sécurité Alimentaire, Santé/nutrition, Logistique, WASH
EQUIPE EXPATRIEE EN PLACE	Coordination : 1 Chef de Mission, 1 CDM Adjoint/e aux programmes, 1 coordinateur log, 1 coordinateur financier, 1 coordinateur RH, 1 coordinateur médical, 1 chargé/e de consortium santé, 1 Resp. Psychosocial, 1 Pharmacien, 1 Grants Officer, 1 M&E Manager, 1 Log capitale, 1 Coordo SANME, 1 Coordo WASH (en recrutement), 1 Coordinateur Plate-forme et Déploiement Bangui : 1 Coordinateur terrain, 1 Log Base, 1 Admin Base, 1 RP santé, 1 RP plateforme logistique, RP construction ; 1 RP Moyen d'existence Ndélé : 1 Coordinateur terrain, 1 Log Base, 1 Admin Base, 1 RP santé, 1 RP Agro

Description du poste

Objectif global

- Le/ la Responsable Suivi Evaluation est chargé/e de définir et d'assurer la mise en œuvre d'un système de suivi évaluation et de capitalisation efficace, transparent et de qualité pour les différents programmes développés par la mission en RCA.

Responsabilités et champs d'actions

- Programmes : Assurer le développement et la mise en œuvre du S&E pour les programmes en cours et améliorer la capitalisation des bonnes pratiques ;
- Management : Superviser le département S&E et appuyer techniquement les équipes programme dans la collecte, le traitement et l'analyse des données ;
- Stratégie : Contribuer à la définition de la stratégie S&E et de capitalisation de la mission ;
- Système d'information : Renforcer le système d'information au sein de la mission.

Objectifs spécifiques et activités associées

SUIVI ET EVALUATION

- Développer la stratégie S&E interne, assurer son opérationnalisation et sa mise en œuvre ;
- Créer/réviser les outils nécessaires à la mise en œuvre du suivi évaluation par programme (base de données, formulaire d'enquêtes...) et s'assurer que les outils de suivi développés fonctionnent et sont correctement utilisés par les équipes ;
- Définir/améliorer/contrôler et assurer la qualité des informations et données collectées sur le terrain ;
- Veiller à l'harmonisation des outils de suivi et de rapportage entre les bases,;
- Appuyer le développement d'outils de suivi et de rapportage harmonisés entre les partenaires du consortium santé coordonné par PUI, et composé d'ACF et de la CRF
- Participer activement aux réunions MEAL des projets consortium dans lesquels PUI est partenaire pour l'élaboration conjointe des outils de suivi et de monitoring.
- Assurer la remontée d'information dans les délais et formats requis de la part des partenaires des consortiums
- Consolider et analyser les résultats obtenus par programme et en tirer les enseignements nécessaires pour améliorer les pratiques ;
- Concevoir des études de base et de référence pour recueillir des informations sur les indicateurs de performance et des résultats du projet ;
- Appuyer à la conception et la mise en œuvre d'enquêtes terrain, d'évaluations et de diagnostics et du paramétrage des outils informatiques de collecte (Kobo,…);
- Concevoir et coordonner les programmes de renforcement des capacités en S&E pour les équipes de la mission et les partenaires ;
- Fournir des conseils techniques aux équipes dans l'élaboration des termes de référence pour les évaluations externes
- Accompagner les équipes dans la rédaction des propositions de projets et de rapports pour les bailleurs. Etre force de proposition dans l'identification d'indicateurs et de méthodes de collecte innovants.

CAPITALISATION

- Concevoir une méthodologie pour répondre aux résultats attendus en termes de capitalisation pour les programmes en cours ;
- Définir une stratégie de capitalisation pour la mission, développer les outils nécessaires et assurer la mise en œuvre de la stratégie ;
- Diffuser en interne et en externe les outils et guides de capitalisation pour améliorer les pratiques ;
- Assurer le classement des termes de références, questionnaires et rapports d'enquête pour chaque projet au sein du Département S&E ;
- Former les équipes à la démarche de capitalisation et au recueil de bonnes pratiques

MISE EN PLACE DE MECANISMES DE REDEVABILITE

- En lien avec les équipes programmes, s'assurer qu'une approche participative est initiée avec les acteurs et partenaires locaux dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets;
- Travailler, en collaboration les équipes programme sur la conception et l'amélioration des mécanismes de redevabilité.
- Assurer des formations sur la redevabilité pour toutes les équipes projets

GESTION DU DEPARTEMENT S&E

- Manager, en coopération avec la coordination et les coordinateurs terrain, le département S&E ;
- Superviser et évaluer périodiquement l'équipe S&E;
- Définir, en coordination avec le/a Chef/fe de mission adjoint et les coordinateurs terrain, les orientations stratégiques trimestrielles pour le suivi et évaluation de projet au niveau de la mission.
- Définir, en coordination avec les coordinateurs de zones, le planning mensuel de l'équipe S&E et en assurer le suivi.

Encadrement d'équipe

Nombre de personnes à encadrer, fonctions et statut (personnel expatrié / national)

- **Encadrement direct : 1 Chargé/e MEAL**
- **Encadrement indirect : 2 Assistant(e)s MEAL et un Technicien(ne) MEAL**

Profil recherché

Savoirs et Savoir Faire recherchés

	INDISPENSABLE	APPRECIE
FORMATION	Formation universitaire (au moins Bac +5) en science sociales, santé publique, gestion de projet, sciences statistiques ou autre secteur pertinent	
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE ▸ Humanitaire ▸ Internationale ▸ Technique ▸ Années d'expérience professionnelle humanitaire	▸ Au moins 3 années d'expérience professionnelle dans la gestion de projet et le suivi/évaluation ▸ Expérience dans la formulation d'une stratégie de suivi-évaluation ▸ Expérience terrain en collecte et analyse de données ▸ Expérience de travail en contexte à ressources limitées ▸ Expérience en contexte humanitaire ▸ Expérience de reporting auprès de bailleurs internationaux	▸ Expérience en suivi/évaluation sur des programmes de santé, nutrition, sécurité alimentaire ▸ Expérience en conduite d'évaluation d'impact ▸ Expérience en management d'équipe ▸ Expérience en Afrique Centrale
CONNAISSANCES & APTITUDES	▸ Capacité à créer et suivre des outils pour monitorer et analyser la performance en lien avec les objectifs fixés ▸ Très bonne qualité d'expression et de rédaction ▸ Connaissances des outils de gestion de projets (cadre logique en particulier) ▸ Capacité à fournir un appui technique à des équipes opérationnelles	
LANGUES ▸ Français ▸ Anglais ▸ Autre (préciser)	X X	
INFORMATIQUE ▸ Pack Office ▸ Autre (préciser)	X Excellente maitrise d'Excel Maitrise des logiciels de collecte et traitement de données type SPSS, Epi-Info, Stata, MS Access, KOBO	

Caractéristiques personnelles attendues (intégration à l'équipe, adéquation au poste et à la mission)

- Capacité d'organisation et travail d'équipe
- Bonne capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité à prioriser et à trouver des solutions aux problèmes posés
- Pragmatisme, objectivité, rigueur et prise de recul
- Adaptabilité, diplomatie et ouverture d'esprit
- Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens des responsabilités
- Bonne résistance au stress

Autres

Poste basé à Bangui (Déplacements terrain à prévoir)

Conditions proposées

Statut

- **SALARIE** en Contrat à Durée Déterminée

Rémunération

- **SALAIRE BRUT MENSUEL** : de 1 815 à 2 145 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Avantages associés

- **FRAIS PRIS EN CHARGE** notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins…
- **ASSURANCE** comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
- **HEBERGEMENT** en maison collective
- **FRAIS DE VIE** (« Per diem »)
- **REGIME DE BREAK** : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break
- **REGIME DE CONGES PAYES** : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois